

**CENTIMES ADDITIONNELS PROVINCIAUX AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER POUR
2018**

Résolution du Conseil provincial du 26 octobre 2017 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 27 novembre 2017)

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10,41, 162, 170, 172 et 173 ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie et de la décentralisation ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008 modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement ses articles L2212-32, L2212-51 §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1^{er}, L2231-8, L3131-1 §2 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la loi du 19 avril 2014 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne datée du 24 août 2017 et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2018 ;

Vu la circulaire du 7 juin 2017 relative à l'établissement des règlements fiscaux (2018), y compris de la taxe additionnelle au précompte immobilier ;

Considérant que le taux fixé pour les centimes additionnels au précompte immobilier, adopté par sa résolution du 20 octobre 2016 et qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 23 novembre 2016), ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2018 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2018 ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial faite en date du 14 septembre 2017 en vue d'obtenir son avis conformément à l'article Art. L2212-65. §2, 8° du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial en date du 15 septembre 2017 et joint en annexe ;

Vu la proposition du Collège provincial ;

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Il est établi au profit de la Province de Liège 1750 centimes additionnels au précompte immobilier pour 2018.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l’Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

En séance à Liège, le 26 octobre 2017.

Par le Conseil,

La Directrice générale provinciale,

Le Président,

Marianne LONHAY

Claude KLENKENBERG.